

La DÉCROISSANCE, ses prêtres et ses Machiavel

Jean-Pierre Bensimon

Professeur de sciences sociales,
consultant en organisation

L'écologisme est un courant nombreux mais hétérogène, présent sur le terrain idéologique et dans la lutte sociale, mais aussi en politique en tant que force plus ou moins autonome selon les circonstances. Son influence électorale en France semble renforcée par le discrédit de la droite comme de la gauche traditionnelle. Il faut dire que les Verts taisent soigneusement dans leurs meetings électoraux l'option de décroissance qu'ils ont adoptée depuis 2004. Bien qu'il soit difficile d'identifier un cadre théorique ou des éléments programmatiques qui fassent consensus au sein du peuple écologiste et de ses élites, des thèmes, un vocabulaire et des souhaits partagés dessinent un socle idéologique, les lignes de force dominantes de ce courant. Ce socle constitue un levier d'influence dont il faut tenir compte sur la façon de penser des sociétés occidentales et sur la prise de décision politique.

L'héritage marxiste-léniniste

C'est ainsi que l'on retrouve presque toujours sous la plume du *mainstream* écologiste, des dénonciations du « capitalisme » et de ses catégories, marché, profit, salariat, spéculation, etc., assorties de revendications plus ou moins égalitaristes. Cet héritage marxiste très majoritaire se double d'une filiation léniniste aboutissant à dénoncer avec beaucoup de hargne, sous la bannière du tiers-

mondisme ou de l'antimondialisation, « l'impérialisme américain » et le « sionisme ». La virulence de ce procès s'accompagne d'une extraordinaire discrétion devant les atteintes portées par l'Islam d'Europe aux valeurs dont l'écologiste se dit friand, en particulier l'égalité hommes/femmes ou la liberté individuelle si durement malmenée par la charia. Non content de faire silence sur ces défis aux fondamentaux des Lumières, l'écologisme noue souvent d'excellentes relations avec l'islamisme radical sans que l'on puisse dire s'il est inspiré par le relativisme, le calcul électoral ou des remugles de culpabilité occidentale. Une personnalité verte aussi ambiguë que la sénatrice Alima Boumedienne-Thiery, amie du Hezbollah¹ et très féroce contemptrice d'Israël, incarne tout cela à la perfection. L'écologisme contemporain porte de ce point de vue tous les stigmates de cette idéologie marxiste-léniniste en décomposition, orpheline de l'URSS, qui ne finit pas de se diffuser sous des formes dégénérées au cœur de la société française. Les écrits du pape national de la décroissance, Serge Latouche, illustrent bien cette transition de la protestation marxiste, aux revendications et aux élucubrations de l'écologisme radical.

Bien qu'il soit désormais le véhicule le plus communément emprunté par le message marxiste, fut-il dégradé, l'écologisme s'affranchit radicalement de l'une des vaches sacrées de l'idéologie-mère, le culte des « forces productives ». Les écologistes haïssent unanimement le productivisme des sociétés développées de l'époque moderne. Ils ignorent cependant que le capitaliste a horreur comme eux de l'innovation technologique qui bouscule les positions acquises, et que le libéralisme est venu au monde pour dissoudre les coalitions patronales vouées à lui faire barrage. D'ailleurs, on ne finirait pas d'énumérer les professions satisfaites de l'activisme écologiste en France qui prolonge des rentes de situation qui s'évanouiraient bien vite si les « faucheurs volontaires » et autres militants de la « proximité » mettaient leurs actions « citoyennes » en congé : les semenciers nationaux par exemple, dispensés par leur action déterminée de subir la concurrence des producteurs américains d'OGM qui aurait exigé des recherches, des investissements et une réorganisation de l'appareil productif. La dénonciation du progrès technique et des grandes innovations qu'il introduit à notre époque constitue le trait le plus caractéristique et le mieux partagé de l'écologisme contemporain, n'épargnant pas plus l'adepte du « local » que le scientifique, le politique, ou le théoricien. Jouant sur tous les ressorts de l'alarmisme, l'écologie politique s'affirme comme le principal facteur de freinage de l'entrée de la France et de l'Europe dans la grande révolution technologique de notre temps : maîtrise du nucléaire de troisième et quatrième génération, développement des OGM dans l'agriculture et les médicaments, nanosciences pleines de promesses pour les biotechnologies, les matériaux, la médecine et les

technologies de l'information. Autant de chevaux de bataille pour les protecteurs de la nature auto-labellisés.

L'une de ces obédiences, celle des « objecteurs de croissance », a développé la doctrine la plus en accord avec le monde tel qu'il apparaît à travers la lunette écologiste : une planète dans un état apocalyptique ainsi qu'un enfer moral et relationnel pour ses habitants. Il est ainsi décrit par la « compétition sans pitié, croissance sans limites des inégalités, pillage sans retenue de la nature. »² Quant à l'avenir, le même auteur pose la question : « Où allons-nous ? », pour répondre : « Droit dans le mur. Nous sommes à bord d'un bolide sans pilote, sans marche arrière et sans frein, qui va se fracasser contre les limites de la planète. »³ A l'encontre de solutions écologiques plus conciliantes comme la croissance zéro du Club de Rome des années 70, ou plus récemment le développement durable, soutenable, équitable, endogène, l'après-développement, ou autre⁴, cette doctrine prône la décroissance économique. Ses théoriciens souvent cités sont Nicolas Georgescu-Roegen, François Partant, Ivan Illich, André Gorz, Edward Goldsmith et Serge Latouche, mais il y en a beaucoup d'autres. Certains d'entre eux, parfois antérieurs, jouent aussi leur rôle, en fonction de problématiques éminemment variées : si par exemple Georgescu-Roegen met la thermodynamique au centre de son analyse, à l'autre bout, André Amar, Jacques Ellul ou Edward Goldsmith évoquent l'éloignement corrupteur du divin et le primat de la foi, ce qui donne une idée du champ de spéculation de la doctrine. Comme le note Jean-Marie Harribey, « *Il n'existe pas un corpus unique et cohérent théorisant la décroissance... Des auteurs d'origines diverses s'expriment sur ce sujet en occupant des champs différents qui s'adressent à des publics eux-mêmes différents.* »⁵

L'argument moral

Les racines de la défiance vis-à-vis de l'économie, – la création de richesses par les hommes et sa répartition –, sont extrêmement anciennes. Isaïe dira : « *malheur à ceux qui ajoutent maison à maison, et qui joignent champ à champ jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'espace et qu'ils habitent seuls au milieu du pays.* » (5,8). Aristote invente un peu plus tard la notion plus élaborée de chrématistique pour dénoncer les comportements d'accumulation, l'art d'utiliser l'argent pour s'enrichir et non comme un simple instrument d'échange. Il y voit lui aussi un risque pour le vivre ensemble et l'harmonie de la communauté. Le philosophe fait même un lien entre la richesse et le pouvoir, la première étant une stratégie pour la possession du second. L'église chrétienne comme l'islam prohiberont dans cet esprit le prêt à intérêt après que la Bible l'ait condamné dans le rapport aux proches. C'est dire si les fortes images de Marx⁶ qui structurent encore

aujourd'hui les perceptions courantes en Occident, ont des racines profondes ; elles sont reprises pour son compte par l'écologie politique.

Mais André Amar est sans doute le premier à avoir mêlé la problématique de la croissance économique contemporaine à celle de la transcendance dans un extraordinaire raccourci. « ... on parle de production intellectuelle ou artistique comme on parle de production industrielle. Les mêmes phénomènes se retrouvent ici et là : la surproduction des articles fabriqués, l'encombrement des mots, l'inflation et la dégradation des langages, les pollutions, l'affairement culturel, les mass media, l'épuisement des ressources naturelles, la consommation inouïe de papier par les journaux et par les magazines. C'est cela la croissance. »⁷ Le croisement d'expression de facettes bien éloignées les unes des autres de la réalité sociétale dans un rejet unique, « surproduction et encombrement des mots », « pollution et affairement culturel », expriment un dégoût infini pour un monde dominé par l'économique et donc privé de spiritualité. Tout le problème vient pour André Amar de ce que « ... l'Être divin a perdu sa présence au monde pour devenir un concept abstrait et métaphysique, puis une hypothèse pour expliquer l'ordre de l'univers, et enfin une simple opinion subjective... ». Cette disparition est issue d'une transition qui se situe entre le 14^e et le 16^e siècle, l'époque de l'accouchement des Lumières. La seule solution pour André Amar, c'est de rompre avec l'économie et tout ce qui l'accompagne pour revenir à la morale, c'est-à-dire au sacré, « La valeur d'une morale est faite de son attache à la pensée et au sacré. Que l'attache se dénoue, la morale n'est plus qu'un accident et tout est permis. ». Il pressent la réinstauration du divin à travers un retour aux sources : « l'étude de la Bible hébraïque, celle des présocratiques, celle des Évangiles, celle du langage symbolique, l'interprétation de l'art roman, la quête d'une fin de l'homme. »

La chrématistique, le moteur psychique de la croissance économique, étant la perte de l'homme, sa dissolution dans la conquête et l'agressivité, le salut n'est concevable que par la sortie de l'économique et de ses passions condamnables. Des considérations similaires animent d'autres partisans de la décroissance comme Goldsmith, Ellul ou Latouche, même s'ils ne se cantonnent pas à la faillite de la religiosité. Ellul appelle au refus du productivisme et à l'arrivée de la spiritualité car la technique nie l'homme, ses besoins, sa culture. Quand on interroge Latouche sur ses croyances, « êtes-vous athée ? », il répond « C'est exact. Néanmoins je me sens traversé par une foi mais je ne sais pas bien de quoi il s'agit... Je crois qu'il est très important de transmettre une foi aux jeunes générations. Non pas une religion ni un modèle... C'est comme une lampe qui diffuse sa lumière. Mais pour moi, ce n'est pas une question de religion. »⁸ C'est exactement la façon de voir de Edward Goldsmith pour qui l'écologie doit remplacer l'ancienne foi par une autre : « C'est une foi en la sagesse des forces qui ont créé le

monde naturel et le cosmos dont nous faisons partie ; une foi dans sa capacité de nous procurer d'extraordinaires bienfaits – ceux qui sont vitaux pour la satisfaction de nos besoins les plus fondamentaux. C'est une foi en notre aptitude à développer les schémas culturels qui nous permettront de préserver ce qui reste de l'intégrité et de la stabilité du monde naturel. »⁹

La surpopulation

Ces excellentes dispositions éthiques et morales sont pourtant défiées par l'une des implications les plus intuitives de l'économie de la décroissance, le risque posé à la nature et aux ressources primaires par la population mondiale en croissance. Pour qui veut organiser la décroissance, s'il est une force qui bouscule les projets restrictifs, c'est bien la natalité. N'y a-t-il pas trop d'humains, et si oui comment ajuster leur nombre ? L'écologie politique se divise alors en deux camps qui ne s'épargnent aucun nom d'oiseau, comme c'est l'usage en écologie : pour les uns, il n'y a pas trop d'humains mais seulement trop d'automobilistes, pour les autres, l'obstacle prioritaire est l'excès de population. Yves Cochet présentait la question dans son style inimitable en indiquant qu'un nouveau-né aurait « *un coût écologique comparable à six cent vingt trajets Paris-New York.* » Comment alors lui permettre de vivre ? La population et sa dynamique soulèvent des défis déchirants pour ceux qui mettent la morale au-dessus de tout. C'est pourtant à la morale que Vincent Cheynet, le directeur de la revue *La Décroissance*, rend hommage en ouvrant un débat sur Malthus.¹⁰ Il présente avec émotion un florilège des outrances de l'antinatalisme « décroissanciste ». Ainsi Yves Paccalet, l'ami du commandant Cousteau, est épinglé, lui qui prévoit que l'humanité, ce cancer, cette tumeur, disparaîtra, « *bon débarras !* »¹¹ Goldsmith se réjouit « *d'une façon bouillonnante d'une possible division par six de la population humaine* ». Un démographe anglais, un certain William Santon, veut faire passer la population du Royaume Uni de 60 à 2 millions d'individus non sans de vigoureuses décisions : « *Les arrivants non autorisés sont traités comme des criminels... Quand par l'âge avancé, par un accident, une maladie, un individu devient plus un poids qu'un bénéfice pour la société, sa vie est humainement arrêtée...* ». Dans le même dossier, toujours pour éviter de désacraliser l'humanité, Bruno Clementin plaide à fronts renversés. Il se risque à des projections carrément « croissancistes » en soutenant que « *les capacités de production de biomasse [sont] suffisantes sur la planète pour nourrir deux ou trois fois notre nombre actuel d'humains* »¹² Ces bonnes âmes n'effacent pas cependant la conviction intime mais non politiquement correcte de tout décroissanciste cohérent : ce sont bien les êtres humains qui constituent le principal problème de la planète. D'autres le disent tout haut sans mettre de gants, comme le Mouvement pour l'extinction

volontaire de l'espèce humaine (VHEM), ou GRB (Naissance globalement responsable) qui prévoit l'interdiction d'accoucher des femmes célibataires et la stérilisation des pères qui ont déjà un enfant. Un dernier né, le Front de Libération Gaïa veut carrément libérer la Terre des humains par tous moyens (guerres, virus, génocides, famines).¹³

Les droits de l'homme

Mais la population n'est pas la seule encoche dans l'aura de spiritualité du critique moral de l'économique. L'écologisme contemporain, imbibé de foi, parfois a-religieuse ou anti religieuse, fait porter à l'imaginaire modelé par l'économie, donc au « capitalisme », la responsabilité du désert spirituel misérable où gisent les Occidentaux¹⁴. Mais il sait s'évader de la sphère économique et de ses tares morales pour monter une garde vigilante autour d'un kit inattendu de valeurs indépassables, les droits de l'homme, lui qui, on l'a vu, se méfie tant des humains. La religion des droits de l'homme compte sans doute d'immenses vertus, mais aussi de singulières contradictions. Déclinée par l'écologisme de gauche comme de droite, elle sert à nourrir un acte d'accusation permanent contre ce qui reste de l'Occident judéo-chrétien dans le monde. Mais elle épargne presque totalement les atteintes monstrueuses perpétrées dans les autres sociétés. Le Chine a eu droit à quelques critiques tonitruantes mais brèves sur le Tibet. L'Inde passe entre les mailles du filet malgré le statut déplorable de la femme, de l'enfant, et son régime de séparation sociale qui écrase les Intouchables. Par contre le minuscule Israël, bordé d'adversaires belliqueux qui n'hésitent devant aucun moyen, reçoit à lui seul tout le poids de leur hargne. A l'inverse les pays d'islam sont totalement épargnés à l'exception de ceux qui sont un peu plus occidentalisés que les autres comme la Tunisie, coupable d'avoir été intraitable avec ses islamistes. En tout état de cause, il est bien aventureux de chercher aujourd'hui la solution spirituelle dans le retour du divin sans prendre en compte que le divin n'est pas intemporel, qu'il a une histoire, et que depuis 14 siècles le sabre a annexé le Livre de Mahomet pour mener au nom de Dieu des guerres de conquête ininterrompues qui ont foulé aux pieds et au-delà l'humanité de l'homme. L'Occident n'a pas été en peine de boucheries non plus, surtout au 20^e siècle, mais il a rarement conduit ses aventures contemporaines au nom du Seigneur. En matière de divin aussi, l'époque commande de faire des tris.

Pour conclure sur le besoin de transcendance et la vigilance morale, il faut quand même suggérer au décroissant de se pencher sur quelques constats. Si le capitalisme, le marché, le profit, ont tous les défauts de la création, c'est dans les sociétés occidentales que l'espérance de vie a remarquablement progressé,

que l'écrasante majorité de la population accède à des systèmes de soins évolués, que la durée du travail a baissé comme sa pénibilité, que la culture est à la portée du plus grand nombre à un prix abordable, et que *last but not least* on mange à sa faim. Dans le reste du monde, les gains de longévité et les premiers bienfaits de la prospérité doivent tout aux technologies de ces sociétés honnies. Ne faut-il pas mesurer aussi ces accomplissements à l'aune de la morale et du progrès spirituel ? Néanmoins, la trique écologiste épargne religieusement les sociétés obscurantistes, fanatiques et dictatoriales, où le progrès n'a aucune place, au bilan la plupart du temps désastreux pour des peuples dont l'existence est cauchemardesque dans tous ses aspects. N'ont-ils pas quelque chose d'essentiel en commun ?

Pour qui veut se garder des pièges de l'enrichissement pour des raisons spirituelles, la probité la plus élémentaire aurait exigé une extension de l'impératif moral à l'humanité dans son ensemble, surtout quand elle est piétinée au sein des cultures non occidentales, et d'en tirer des conclusions politiques voulues.

L'argument arithmétique

La perspective d'une croissance infinie de la production dans un espace fini, la planète, est une impasse logique qui donne aux décroissancistes le crédit de l'évidence. Par exemple, la production d'un pays soumise à un taux de croissance constant suit une courbe exponentielle. Au rythme de 3 % par an elle se multiplie par 20 en un siècle, par 2,6 millions en 500 ans et par 6 875 milliards en 1 000 ans. Comment la planète y suffirait-elle ? Marx décrivait vers 1860 le capitalisme comme « une immense accumulation de marchandises » ; à ce rythme, 150 ans plus tard, ce grand tas se serait multiplié par 85.

Pour qui garde quelques traces de sens critique, la transposition d'une fonction mathématique au fonctionnement d'une société paraît tout à fait puérile. Mais il faudra tout de même s'arrêter un moment sur ce point. En effet, si les objecteurs de croissance s'épuisent à écrire que la décroissance n'est pas le contraire de la croissance, ils n'hésitent pas à muscler leurs argumentaires en brandissant l'absurdité arithmétique de la croissance économique. Ainsi Serge Latouche accuse l'homme occidental d'avoir renoncé à toute mesure en « épousant la raison géométrique qui préside à toute croissance... » et il complète sa démonstration : « Avec une hausse du PNB par tête de 3,5 % par an (progression moyenne pour la France entre 1949 et 1959), on aboutit à une multiplication par 31 en un siècle et par 961 en deux siècles ! Avec un taux croissance de 10 %, celui actuel de la Chine, on obtient une multiplication par 736 en un siècle ! A 3 % de taux de croissance, on multiplie le PIB par 20 en un siècle, par 400 en deux siècles, par 8 000 en trois siècles ! Si la croissance engendrait mécaniquement le bien-être, on devrait vivre

aujourd'hui dans un vrai paradis depuis le temps... C'est bien plutôt l'enfer qui nous menace. »¹⁵

La dématérialisation de la production

L'indicateur de croissance le plus utilisé est le produit intérieur brut (PIB), la somme des valeurs ajoutées du secteur marchand (chiffres d'affaires moins consommations intermédiaires) et du secteur non marchand où la valeur produite est assimilée aux coûts de production. Le PIB est donc d'une grandeur purement comptable qui additionne des produits et des services hétéroclites en les transformant en montants monétaires via une unité de compte et un système de prix.¹⁶ Cela signifie que la mesure comptable du PIB à un, deux, 10 ou 100 ans recouvre des productions substantiellement différentes. Autrement dit le PIB chinois censément multiplié par 736 au bout d'un siècle n'a pas du tout la même composition qu'en début de période. Toutes les économies qui se développent connaissent une recomposition majeure, la dématérialisation de la production qui intègre des doses croissantes de services. Les services sont eux-mêmes hétérogènes, des transports aériens à l'enseignement. S'il y a une composante « matérielle » des activités « immatérielles », ces dernières sont globalement beaucoup moins voraces en moyenne que l'industrie. Une consultation médicale ou une prestation d'enseignement n'exigent quasiment pas de consommations primaires. Et les services qui représentent de l'ordre de 80 % du PIB des pays développés, constituent le cœur des emplois et des activités.

Si l'impact d'une production progressivement dématérialisée sur la planète décroît nécessairement par unité de valeur produite, il faut aller plus avant dans les entrailles du PIB pour s'affranchir du paradoxe arithmétique. Le montant du PIB, agrégat comptable on l'a dit, dépend de variables indépendantes du processus productif. Si un pays se spécialise dans les activités de finance ou de conseil dont les prix sont élevés, son PIB croîtra vivement, pas ses ponctions sur les ressources de la planète. Si on décide de relever les rémunérations des fonctionnaires, le PIB augmente d'autant. Inversement si un service non marchand perd de son efficacité, le PIB n'enregistre pas par une baisse cette perte de valeur sociale. Mieux, il augmentera si l'on embauche un personnel supplémentaire pour suppléer les carences de celui qui est en place. L'éducation nationale française, la plus énorme des administrations au monde après l'armée rouge chinoise, présente tous les signes d'une crise d'efficience ; en témoignent les sorties sans diplômes, les tests internationaux sur les connaissances, le taux des personnels exemptés de face à face pédagogique (1/3), etc. Mais qu'elle soit la chance ou le principal problème de la nation, sa contribution au PIB dépend exclusivement du nombre et du niveau de rémunération de son per-

sonnel. Une prise en compte de la réduction du service rendu d'une éducation nationale en crise ferait baisser le PIB ! Tel est le destin d'un agrégat composable qui ne dit pas grand-chose de l'activité des grandes activités de transformation énergivores et polluantes. Il est quand même la première cible des décroissancistes.

Le travail règle la production

On peut aller un peu plus loin pour conjurer l'illusion arithmétique. Un pays ne produira jamais plus que ce que sa population active pourra et désirera fournir sous forme de services productifs. C'est là sa limite indépassable à un moment donné. Derrière le PIB, il y n'y a pas des montagnes de produits primaires et de déchets, il y a des hommes et leur travail. Les facteurs de progression du PIB par tête résident exclusivement dans les progrès de leurs compétences et de leur coopération productive. On peut très bien imaginer une économie dont le PIB par tête est très élevé et où les flux de biens matériels et d'énergie impliqués sont très réduits. Les agents économiques seraient dans cas de très gros producteurs et de très consommateurs de services à faible consommation de ressources (enseignement, activités de connaissance, de tourisme, de sport, d'ingénierie, de services financiers, etc.). Il y a dans les dynamiques de substitution des activités – certaines s'éteignent d'autres explosent – un champ d'ajustement considérable des ponctions sur les ressources primaires et l'énergie fossile. La substitution peut être encouragée par des décisions politiques (développement du ferroutage, des modes de chauffage économes, incitations diverses, politiques de formation) et l'évolution des mentalités, en lien avec les indications du système des prix. Les signaux des prix associés à des décisions politiques avisées sont à même de transformer à terme les comportements collectifs et le tableau des prélèvements d'un pays sur les ressources en cours de raréfaction.

Pour verrouiller leur vision pessimiste, les décroissancistes ont inventé « l'effet rebond ». Les économies de ressources par unité produite (moins de matières premières, moins d'énergie) auraient pour effet d'augmenter et non d'abaisser les consommations totales. Les économies unitaires de ressources poussent à la baisse les prix des produits concernés, et par l'effet des élasticités-prix, ces baisses de prix induisent des accroissements de demande qui annulent les économies unitaires initiales. Les efforts humains ne serviraient alors à rien. Cet effet rebond existe bien, mais il faudrait démontrer qu'il est assez puissant pour annuler vraiment les économies initiales en ressources. Internet et l'informatique n'ont pas été étrangers à la crise de l'industrie papetière de 2005. En France, on vient de fermer une des six raffineries en activité car les Français uti-

lisent moins des automobiles plus économes en essence. D'un côté les tensions physiques sur de nombreux marchés primaires internationaux ont renchéri les prix des inputs, annulant les baisses de prix des produits finals. De l'autre les effets revenus découlant des baisses de prix se déversent logiquement sur les secteurs les plus dynamiques de la consommation qui sont les services. Le pessimisme de « l'effet rebond » n'a pas automatiquement gain de cause. Pour ne pas céder à la rhétorique de l'écologisme, il faut comprendre pourquoi la croissance du PIB est l'objet de tant d'attention inquiète dans l'opinion et chez les dirigeants politiques. Ce n'est pas parce qu'ils lui vouent un culte en soi. Nous avons vu que cette croissance n'est qu'un artifice comptable et ils le savent. Mais cet artifice donne une idée du niveau d'activité qui va déterminer à court terme des paramètres fondamentaux : le niveau de l'emploi, le solde des comptes publics, la balance des paiements. La progression attendue de l'agrégat comptable dit grossièrement si ces grands paramètres vont plutôt se dégrader ou plutôt s'améliorer dans l'année à venir. Il s'agit d'un simple indicateur conjoncturel qui n'apprend rien sur l'efficacité technique de l'appareil productif, sur la composition structurelle de la production, sur les ponctions sur la planète ou sur le degré de pollution induit. La croissance ne dit rien non plus, du bien ou du mal être de la population, du moral de la nation, ni de ses préférences éthiques ou esthétiques. La comptabilité nationale n'est pas le trébuchet de la civilisation ni des ponctions sur l'environnement.

L'argument thermodynamique

La contribution la plus originale à la doctrine de la décroissance a été apportée par Georgescu-Roegen, un économiste roumain qui fit un temps partie de l'écurie de Joseph Schumpeter à Harvard. Doté d'une formation de statisticien et de physicien, Georgescu-Roegen entreprend d'appliquer les lois de la thermodynamique à l'économie. Pour cela il commence par réfuter les modélisations des économistes qui, de Quesnay à Leontief, décrivent l'activité économique comme un système fermé de relations entre la production, la consommation, l'épargne, l'investissement, etc. Pour lui, l'économie est un système « ouvert » c'est-à-dire un système en relation avec d'autres systèmes, d'abord celui de la nature dans son ensemble. Il rend hommage à William Petty, le brillant philosophe anglais du 17^e siècle, qui avait ouvert les portes à son analyse en faisant valoir que « *le travail est le père, et la nature la mère de toute richesse* ». Il est donc impossible selon Georgescu-Roegen de penser sérieusement la dynamique économique si l'on ignore ces interactions, et il s'attache à le prouver.

Il poursuit donc sa démonstration en introduisant la distinction entre *énergie utilisable ou libre* et *énergie inutilisable ou liée* : le morceau de charbon que l'on

tient à la main est un quantum d'énergie libre que l'on peut utiliser à son gré. Inversement la chaleur des océans représente un stock d'énergie considérable, mais elle est liée à l'océan et on n'y a pas accès. Le morceau de charbon est une ressource de basse entropie, contenant beaucoup « d'ordre », l'océan est de haute entropie. La croissance de l'entropie, ou du désordre, dans un système clos constitue la seconde loi de la thermodynamique, qui prévoit que « le chaud coule vers le froid ». Dans un système fermé le chaud s'écoule vers le froid et l'entropie du système augmente. L'ordre du système s'est dégradé. De même, en brûlant, le morceau de charbon livre son énergie mais il passe d'un statut d'énergie libre de basse entropie à celui d'énergie liée de haute entropie, ce qui le prive définitivement de toute utilité pour l'homme.

En quoi consiste fondamentalement le processus économique pour Georgescu-Roegen ? Tout simplement en une transformation d'un flux de « *ressources naturelles de valeur en déchets sans valeur... la matière-énergie absorbée par le processus économique l'est dans un état de basse entropie et elle en sort dans un état de haute entropie.* »¹⁷ Là où Marx voyait « une immense accumulation de marchandises », Georgescu-Roegen aurait pointé « une immense accumulation de déchets ».

Il en résulte que toute activité industrielle humaine anéantit irréversiblement une part de ce que notre éco-physicien appelle « la dot entropique humaine », c'est-à-dire le stock non renouvelable de ressources de basse entropie (matières premières et énergie fossile) de la planète autorisant l'activité industrielle. Aucun processus physique, aucune innovation ne peut s'opposer à ce phénomène d'épuisement de la dot entropique puisqu'il obéit aux lois les plus fondamentales de la physique. On ne reconstitue pas artificiellement une molécule de fer ou de cuivre égarée ou dégradée comme on retrouve les perles d'un collier qui s'est rompu dans une pièce fermée. L'humanité ne peut donc que gagner du temps en réduisant au maximum sa consommation de la dot entropique. La seule solution est pour nos sociétés, une politique de décroissance accompagnée d'une restriction de la population à l'effectif autorisé par la production de l'agriculture biologique. Cette dernière est censée utiliser exclusivement l'énergie solaire, disponible en quantité illimitée pendant encore 5 milliards d'années.¹⁸ L'économiste-physicien écrase le débat au nom des lois de la physique, rien moins. On peut lui opposer cependant plusieurs objections.

Est-il rationnel de transposer les lois de la thermodynamique des systèmes clos à la planète, qui est un système ouvert et non clos puisqu'il reçoit le rayonnement solaire et des rayonnements cosmiques exerçant un rôle central dans la reproduction du vivant ?

Ensuite, « la dot entropique » réduit l'ensemble des ressources à un simple

stock épuisable. En pratique cela ne se passe pas ainsi. Le primitif qui fait brûler du charbon n'a pas accès au charbon enfoui en profondeur. Pour lui la dot se limite aux ressources à sa portée. Or une consommation de la dot aisément exploitable durant des siècles rendra possible le développement de la société, des sciences et des techniques, qui ouvriront à leur tour un accès à des puits de ressources de basse entropie successifs : extraction industrielle du charbon, exploitation du pétrole jusqu'au forage en eau profonde, énergie nucléaire, etc. Les réacteurs de quatrième génération auront un rendement extraordinairement multiplié au point de satisfaire des besoins énormes à un coût entropique bas. Les nanotechnologies rendent concevables des transformations chimiques par catalyse à très bas coût énergétique. Du point de vue de l'être humain, la dot entropique se dilate au rythme des connaissances scientifiques et de l'innovation. Elles lui permettent d'atteindre des strates successives de ressources de basse entropie antérieurement hors de portée. Ce qui est vrai pour l'énergie peut l'être également pour les matières premières. L'auteur mentionne que le stock connu des ressources est toujours sous-estimé au point qu'il fait l'hypothèse que « *les métaux pourraient être en quantité un million de fois plus importante dans les 1 600 mètres de la croûte terrestre que les ressources connues* »¹⁹ Si c'est le cas l'humanité est tranquille pour un très long moment : elle n'a qu'à régler des problèmes d'accessibilité et de rendement, et elle a très bien su résoudre ce genre de défi dans le passé.

A courte échéance, de graves problèmes de matières premières peuvent surgir car certains métaux dont les réserves sont limitées ou rares ont trouvé des applications importantes dans un monde en développement rapide, donc très consommateur. Une concurrence féroce se déroule entre les pays acquéreurs. Le système des prix et les rapports de forces internationaux donneront le signal des processus de substitution. Mais à très longue échéance, on peut imaginer que les métaux de basse entropie les plus indispensables aient disparu des mille six cent mètres de la croûte terrestre. C'est une conséquence arithmétique de ponctions infinitésimales au plan géologique, poursuivies sur des milliers ou des centaines de milliers d'années. Est-ce un problème qui relève de nos sociétés ? Certainement pas. La vie est une épreuve de réalité. La réalité interdit que l'on soulève dans une intention opérationnelle, des interrogations ésotériques. Les conjectures sur des catastrophes ultimes peuvent donner matière à des exercices d'imagination, à des spéculations ou à de la littérature, pas à une réponse politique. Ou alors il faut d'ores et déjà ouvrir des colloques sur la façon de faire face à l'échéance inéluctable de 5 milliards d'années, quand le soleil se sera dilaté au point de porter la surface de la terre à des températures de fusion de la matière. Les principes généraux de la thermodynamique mis en avant

par Georgescu-Roegen ne débouchent sur aucun calendrier fiable de l'épuisement des ressources. Les prévisions qui en découlent ne constituent donc pas, en tant que telles, des questions justifiant une réponse de la société, qui par ailleurs n'est pas en manque de défis concrets.

Les lois de la physique interdisent la poursuite indéfinie de la transformation des ressources primaires en produits. Mais il s'agit d'un horizon incalculablement lointain. L'échéance est si reculée que la vision de Georgescu-Roegen ne dit rien en fait sur les questions concrètes de terres cultivables, de matières premières, d'énergie ou de pollution qu'il faut traiter. Peut-être qu'à l'échelle où il se place il n'y a rien à en dire. Sylvie Brunel pense par exemple que « *des réserves de production considérables existent, autant en augmentant les rendements [...] qu'en étendant les surfaces cultivées [...]. La planète est parfaitement capable de nourrir une population qui ne doublera plus jamais. Elle est en réalité loin d'avoir atteint sa "capacité de charge."* »²⁰ A condition de préciser par de bons diagnostics le périmètre exact des difficultés, les sociétés humaines savent trouver des solutions. Elles se tournent vers la technique, la politique la diplomatie, éventuellement l'emploi de la force, qui sont autant de leviers puissants.

Pollution et empreinte écologique

Bien que les thèses de Georgescu-Roegen persistent comme toile de fond théorique de la revendication des « objecteurs de croissance », ces derniers affichent généralement d'autres arguments pour signifier à l'opinion qu'ils détiennent la seule solution aux problèmes écrasants qu'ils mettent en avant. Nous ne reviendrons pas ici sur la critique morale de l'économie ou du capitalisme. La décroissance devra s'imposer parce que d'ores et déjà, pensent-ils, la croissance a commis des dégâts irréparables. Il ne s'agit plus seulement de l'épuisement des matières premières et de l'énergie que le Club de Rome avait mis à la mode dans les années 70.²¹ Désormais, la pollution de l'air, des océans, de l'hydrosphère, le pic à venir du pétrole, le recul de la diversité biologique, et *last but not least* le réchauffement climatique par l'effet de serre dû au gaz carbonique d'origine anthropique, attestent de la perte de la planète. Le fauteur de malheur étant toujours notre fameux agrégat comptable, le PIB, en croissance ininterrompue. Pour faire bonne mesure on ajoute que la croissance mérite la corde car elle renforce les inégalités entre les couches sociales et entre les nations.²² On ne se demande jamais si ces inégalités éventuelles ne sont pas l'un des éléments d'un progrès commun.

Il est intéressant d'observer qu'à l'image des chantres du réchauffement climatique, l'écologisme alarmiste mise d'abord sur la communication en direction du grand public. Ainsi, un tableau très noir de la planète a été tracé par des

films de grande diffusion, et d'abord celui d'Al Gore. On ne sait pas toujours que cette œuvre est interdite de projection dans les écoles britannique sans avertissement préalable sur décision judiciaire, à cause des erreurs manifestes qu'il contient. Un second film signé Yann Arthus-Bertrand a suivi, et connu aussi un grand succès, mais le dernier né, celui de Nicolas Hulot, a été ignoré par un public lassé de cette surenchère de malédictions annoncées.

Depuis le sommet de la Terre de Rio en 1992 (conférence suivie de celle de Kyoto en 1997 et de Copenhague de décembre 2009) la montée en puissance de la question écologique au plan international, le souci de toucher le grand public, exigeaient la mise au point d'un indicateur très simple et très significatif pour de grandes opérations de communication donnant la preuve irréfutable de la catastrophe annoncée.

C'est ainsi qu'un professeur d'économie américain, William Rees, a développé avec l'un de ses étudiants, Mathis Wackernagel, la notion d'empreinte écologique et une méthode pour la calculer. L'idée consiste à associer à une collectivité humaine quelconque, la surface de terre permettant de produire ce que consomme cette collectivité et d'absorber les déchets correspondants. On imagine intuitivement que la surface nécessaire à une peuplade primitive des forêts sera très réduite tandis que celle d'une ville américaine sera colossale. En divisant cette surface par le nombre d'habitants, on obtient l'empreinte écologique individuelle.

Les résultats sont clairs : la planète terre laisse à chacun de ses habitants humains (6 milliards) une surface de 1,5 hectares pour effacer l'empreinte de son passage. Or d'ores et déjà, chaque individu a besoin de 2,5 hectares, les plus coupables étant bien entendu les Occidentaux (9,5 ha pour l'Américain, 4,8 pour l'Européen, mais seulement 1,3 ha pour l'Asiatique et 1,1 pour l'Africain). La démonstration est faite : avec la population actuelle et le style de consommation moyen existant, la planète se dégrade gravement. Si l'on prend en compte les projections pour la population (+ 45 % d'ici 2050) et la généralisation du mode de vie occidental, nous sommes au cœur d'une catastrophe épouvantable qui justifie de liquider la croissance mais aussi l'idée même de développement puisque plusieurs planètes ne suffiraient pas à supporter cette charge.²³

Avec l'écologisme, il faut prendre garde aux mots, souvent garnis de prédicats et d'*a priori* idéologiques. Parler « d'empreinte », c'est faire de l'homme un étranger dans la nature, un étranger qui la salit et qui la viole, dont on peut espérer au mieux qu'il ne laissera pas trace de son passage après sa disparition. Il y a d'un côté une nature belle, harmonieuse, paisible, sereine et de l'autre un être humain tourmenté, conquérant et destructeur. Les sectes écologiques sont nombreuses et souvent rivales, mais leur fonds idéologique par-

tagé, c'est que le problème c'est l'homme. A l'inverse, le regard anthropomorphique ne sépare jamais l'homme de la nature. Il voit la nature comme dure, dangereuse, impitoyable, mortelle à l'occasion, un milieu que l'homme ne dompte que provisoirement, au prix d'efforts intenses et renouvelés de génération en génération. Et il est le premier à désirer la préservation du milieu, même si c'est à l'instance politique d'identifier et d'organiser les efforts individuels et collectifs indispensables à cette préservation.

Réduisant l'homme à un intrus malfaisant dans le monde qu'il a longuement pétri de toute son inventivité, le concept d'empreinte écologique est authentiquement pervers. Mais il tourne à la farce quand on s'interroge sur les modalités de son calcul. Aujourd'hui, l'éducation nationale française est incapable de donner le nombre exact de ses personnels. Le ministre des finances ne parvient pas à obtenir les noms et les émoluments des 100 fonctionnaires les mieux payés de son administration. Les États européens sont incapables de fournir les montants précis de leur endettement. Et l'on pourrait connaître exactement, pour les quatre coins de la planète, la surface nécessaire pour cultiver la biomasse équivalente à l'énergie consommée (combien ?) ou l'espace nécessaire pour absorber le CO₂, absorption dont on ne connaît pas les mécanismes physiques et biochimiques ! Qui croira une telle baliverne ? L'empreinte écologique n'est qu'un véhicule idéologique au bénéfice de ceux qui ont un intérêt précis à inventer des peurs collectives, ou à en tirer parti si d'autres se chargent de les répandre. Une fonction où l'écologisme est expert. Mais ce ne sont ni les amateurs de retour à la nature, ni les adeptes du karma, ni les opportunistes politiques, ni les économistes tourmentés du peuple écologiste qui tirent en dernier lieu les ficelles dans ce grand jeu. Ce sont plutôt les grandes puissances occidentales en compétition, effrayées par la poussée chinoise et indienne dans des zones qu'elles contrôlent traditionnellement et par leur concurrence qui désarticule les appareils productifs occidentaux. Comme pour le réchauffement climatique, le message jamais formulé est « votre industrialisation dérange nos positions acquises et nos emplois », que l'on traduit en politiquement correct par « stop, la planète n'en peut plus ». Accessoirement ces thèmes ont servi dans la guerre idéologique européenne contre l'hégémonie américaine. Jacques Chirac joua ainsi à fond la carte mensongère des bienfaits de Kyoto pour alimenter la détestation mondiale de Bush et des Yankees, non signataires du protocole, accusés d'être la cause principale des désastres annoncés.

Pour délivrer son message alarmiste l'écologisme pose les problèmes à un niveau non pertinent qui rend vaine la recherche de solutions. Inversement, soulevant des interrogations chimériques sur des non-problèmes, elle masque les

défis véritables qui justifient des efforts immédiats. Comme le souligne bien Claude Allègre dans son remarquable ouvrage *L'imposture climatique ou la fausse écologie*²⁴, l'entreprise internationale qui a conduit à mettre un très virtuel réchauffement climatique en tête de l'agenda des nations, à détourné l'attention et les moyens de la communauté internationale de casse-têtes infiniment plus pressants comme le manque d'eau ou les famines endémiques, qui déciment sous nos yeux beaucoup trop d'enfants africains.

Les solutions de la décroissance

La valeur d'un courant d'opinion se mesure d'abord à la pertinence des solutions qu'il apporte aux problèmes dont il affirme qu'ils sont majeurs. Ici l'épuisement des ressources et la pollution. Or les solutions constituent le talon d'Achille des objecteurs de croissance de toute obédience.

Nicolas Goergescu-Roegen fait des propositions lapidaires qui n'occupent que quelques paragraphes dans ses écrits.²⁵

– « *Il faudrait interdire totalement non seulement la guerre elle-même, mais la production de tous les instruments de guerre.* » Mais qui s'en chargera, avec quels moyens de coercition ? Pas de réponse. Le chantre des systèmes ouverts qui reprochait aux économistes « mécanistes » de ne pas lier économie et nature, aurait dû ajouter à son modèle le système institutionnel, ce qui lui aurait évité de tout en ignorer.

– Aider les pays sous-développés à vivre une vie « vivable » mais « non luxueuse ». Mais qu'est-ce qu'une vie « non luxueuse » et comment l'imposer ?

– Ajuster la population au potentiel d'une agriculture « organique ». Serge Latouche estime de son côté que cela correspond à la population de 1960 (moitié moins grande qu'aujourd'hui) ; on aurait alors avec 3 milliards d'habitants, une « empreinte » supportable par la planète. Mais, comment procède-t-on pour obtenir ce terrible résultat, quand les femmes de la zone subsaharienne ont actuellement 5 enfants en moyenne ?

– Éviter tout gaspillage, se guérir de la soif de gadgets, de la mode, allonger la vie des biens durables, en finir avec la régression du travail qui appelle le travail, au lieu de se donner des loisirs « intelligents ».

La puérité de ce programme condamnerait son auteur au ridicule s'il n'avait pas ajouté une réflexion intéressante : « *Peut-être le destin de l'homme est-il d'avoir une existence brève mais fiévreuse, excitante et extravagante, plutôt qu'une existence végétative, longue et monotone.* »²⁶ Georgescu-Roegen est parfaitement conscient de l'indigence des recommandations qu'il vient de formuler et il prend acte de leur vacuité. L'homme va donc disparaître, mais c'est peut-être son destin, et il évitera une longue vie végétative, celle que lui proposerait la décroissance.

À la différence de son aîné et premier théoricien de la décroissance, Serge Latouche va beaucoup écrire sur la future décroissance²⁷, mais la profusion des écrits laisse une impression de confusion non moins vive. Très sommairement, Latouche veut la décroissance dans « une société de décroissance », et non une croissance négative dans une société de croissance. En effet affirme-t-il, dans une société de croissance tout ralentissement provoque des calamités bien décrites par les économistes : chômage, aggravation des inégalités, déficits publics, rupture des financements sociaux, etc. Il faut les éviter. Reste donc à définir cette société de décroissance où ces fléaux sont conjurés.

Latouche nous dit que ce sera une société « sereine et conviviale » (sans doute sur le modèle d'une soirée entre amis, gigantesque, permanente et étendue à l'humanité entière). Pour illustrer la phase de transition vers la décroissance, il multiplie des recommandations quasiment sorties du chapeau. Par exemple²⁸ il demande de réduire les gaspillages d'énergie d'un facteur 4. Pourquoi pas d'un facteur 2, pourquoi pas 10 ? Il demande d'internaliser les coûts de transport. Comprenez qui pourra. Peut-être veut-il simplement faire payer aux employeurs les déplacements de leurs salariés. Ou mettre à la charge de l'entreprise les infrastructures collectives ? Il demande aussi de stimuler les « biens relationnels ». Lesquels ? On pourrait continuer la liste, mais il faut s'arrêter sur une disposition intéressante : « *décréter un moratoire sur l'innovation technologique* »²⁹. Il y a là en peu de mot, une conception du monde maladivement craintive du changement, du nouveau, cet ennemi. Une telle vision, qui a aujourd'hui de l'écho, manifeste une perte d'espoir dans l'avenir et une méfiance de l'existant très répandus en Europe. Les ouvriers du 19^e siècle, les Luddistes du Yorkshire et du Lancashire ou les Canuts lyonnais se sont opposés violemment aux changements techniques quand ils signifiaient concrètement pour eux chômage et misère. Les trouvailles, les inventions, en un mot la nouveauté ou l'innovation déclenchaient par contre la curiosité universelle et la ferveur populaire au 19^e et au 20^e siècle, un « enchantement » que Latouche réserve maintenant à la décroissance : voilà l'innovation transformée en sorcière menaçante et l'écologie se repait de cette régression.

Après l'innovation, c'est logiquement le travail qui est ciblé : la revendication est « *une réduction féroce du temps de travail imposé* »³⁰ de façon à réduire des deux tiers cette fois, la consommation de ressources naturelles.

Sur le fond cependant, tout se joue dans les têtes. Serge Latouche veut en faire sortir l'ethos capitaliste, ou suivant le mot de Castoriadis, « décoloniser l'imaginaire ». C'est la condition pour en finir avec l'addiction à la croissance et ses « biens de consolation », la guerre indispensable à la publicité, à la mode, au crédit et à l'obsolescence des produits. Cependant si publicité et mode peuvent

être classées parmi les procédés marchands capitalistes, les comportements de mimétisme qui les sous-tendent seront plus difficiles à catégoriser et à dissoudre. La potion magique de Latouche est « un cercle vertueux de la décroissance » enclenché par l'application d'une série de verbes action en « R », comme les mois où la consommation de moules et de palourdes est autorisée : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler. Il n'y aura pas « Détruire », ni « Construire », ni « Innover », ni « Démocratiser », verbes action qui ne commencent pas par « R ».

Parmi les « R » figure la « relocalisation », la priorité au local, qui ouvre à la décroissance un horizon politique qui peut être un « écomunicipalisme, des républiques de quartiers » ou autres balivernes. La production, le commerce et même « une politique monétaire » doivent être pensés comme des pratiques locales. En quelque sorte, sous le drapeau de « l'enracinement », ces propositions reviennent à refaire en sens inverse le cheminement millénaire de l'échange qui a ouvert des routes vers toutes les terres inconnues, et des terroirs, agrégés aujourd'hui en nations, qui sont à la base de la démocratie représentative.

Ces rêveries folkloriques ne pouvaient pas accoucher de grand-chose et non-obstant quelques initiatives naïves ou inoffensives, c'est bien ce qui s'est produit. Les SEL (systèmes d'échanges locaux) qui connaissent de temps à autre un certain essor, ne sont que des opérations d'entraide entre des personnes touchées par le chômage ou la pauvreté. Les participants bénéficient, heureusement pour eux, du système centralisé de santé et des aides publiques qui assurent la trame de leur existence. Le système des SEL permet d'échapper à la taxation qui sous-tend le financement des prestations sociales et de l'Etat ; c'est un régime d'échange au « noir ». Il ne s'agit pas d'une doctrine nouvelle en pratique, mais d'une façon « sereine et conviviale » d'échapper à l'impôt, nécessairement confinée à un petit nombre.

Serge Latouche déploie des efforts assez dérisoires pour donner à son projet un semblant de réalisme, mais la véritable question, c'est d'élucider la fonction de l'utopie décroissantiste. Il faut pour cela identifier ceux qui en tirent un avantage, *hic et nunc*. Celui qui veut gagner une légitimité à partir de rien, celui qui va rechercher un pouvoir par la démagogie, a l'obligation de construire une grande menace et de s'instituer comme le détenteur de la solution. Dans son ouvrage déjà cité, Claude Allègre montre comment l'imposture climatique a été construite de toutes pièces, mais surtout qu'elle a été le point de convergence des intérêts et des actions de grands acteurs sociaux. Elle a servi les intérêts personnels de scientifiques de second ordre, les intérêts de très grandes structures en mal de financements comme la NASA, les intérêts de Machiavel de tout poil, des politiciens (comme Margaret Thatcher qui avait besoin d'une caution

scientifique pour fermer les mines de charbon, ou Jimmy Carter), et les intérêts d'États, surtout occidentaux, très préoccupés par le développement foudroyant de la zone Asie qui bouscule l'ordre international. L'imposture du réchauffement a utilisé le mouvement écologiste, qui en a lui-même tiré parti pour obtenir des postes, des sièges, et des micros.

La décroissance ne devrait pas avoir ce grand destin, même si la montée en puissance du fantasme d'un épuisement des ressources et d'une pollution cataclysmique s'est appuyé sur les efforts combinés de scientifiques, de lobbies, et d'États désireux d'en découdre au plan mondial. Rio et Kyoto ont été les instruments de l'Amérique du Sud et de l'Europe, pour mettre en cause l'hégémonie américaine. Tout comme le réchauffement climatique, qui faisait sauter les écologistes sur leurs sièges comme des cabris, n'était que le prétexte d'un contrôle du développement de l'Asie. Le problème de la décroissance, ce n'est pas qu'elle donne des non-solutions à des non-problèmes, c'est qu'elle s'attaque à des aspirations partagées de trop nombreux groupes sociaux, l'emploi, le niveau de vie, une modernité ouverte sur le monde.

Cependant cette prophétie auto réalisatrice progresse dans l'opinion. L'écologisme pointe les pénuries qui semblent en train d'advenir et les pollutions sûrement porteuses de risque, tout en menant campagne sur campagne, sur des bases fumeuses, contre les solutions que les sociétés sont en train d'élaborer pour passer ces obstacles : l'énergie nucléaire, les nanotechnologies et surtout les OGM. Il édifie ainsi avec le concours des médias, une société de peurs, d'obscurantisme, de pessimisme et de refus total du risque, où domine le sentiment collectif d'être dans une impasse. Dans un monde où les cartes se redistribuent rapidement par le travail, l'innovation et la confiance en l'avenir de nombreuses nations, cette idéologie pousse au recul, à l'arriération, peut-être à la décomposition. Elle pourrait tenir ainsi un important levier de destruction de ce capitalisme que le marxisme et le léninisme n'étaient pas parvenus à abattre.

notes

1. Le 12 décembre 2009, elle accueillait à la Sorbonne Ali Fayad, membre du bureau politique du Hezbollah, en compagnie de Houria Bouteldja des Indigènes de la République.
2. Serge Latouche *Survivre au développement*, op. cit. p. 28
3. *Petit traité de la décroissance sereine* op. cit. p. 12.
4. Pour Serge Latouche, « le développement est un mot toxique quelque soit l'adjectif dont on l'affuble » *Petit traité de la décroissance sereine* Mille et une nuits 2007 p. 24

5. *Les théories de la décroissance : enjeux et limites* Cahiers Français « Développement et environnement » n° 337, mars-avril 2007.
6. « Elle [*la bourgeoisie*] a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange... » Manifeste du parti communiste 1848
7. *La croissance et le problème moral* Les Cahiers de la Nef; Objecteur de croissance 1973
8. *Décoloniser l'imaginaire La pensée créative contre l'économie de l'absurde* p. 36-37 Éditions Parangon Paris 2003
9. *Le Tao de l'écologie : Une vision écologique du monde*, chap 16 Éditions du Rocher 2002
10. Les Cahiers de l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance, n° 3 juillet 2009
11. *L'humanité disparaître, bon débarras!* Arthaud 2006
12. Les Cahiers de l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance, n° 3 juillet 2009 p. 7
13. Voir *De l'humanisme à l'humanicide* par Paul Ariès op cit p. 10
14. « Il nous faut renoncer à cette course folle vers une consommation toujours accrue. Cela n'est pas seulement nécessaire pour éviter la destruction définitive des conditions de vie sur terre, mais aussi et surtout pour sortir l'humanité de la misère psychique et morale » Serge Latouche *Décoloniser l'imaginaire La pensée créative contre l'économie de l'absurde* op. cit. p. 11
15. Voir *Le territoire de la décroissance* Serge Latouche Revue Critique d'écologie politique, avril 2007.
16. Le « déflateur » qui compense la déformation des prix est tellement sommaire que la comparaison internationale des niveaux de vie, presque aussi sommaire, ne peut se faire qu'à travers un nouveau filtre, la parité des pouvoirs d'achat.
17. Nicolas Georgescu-Roegen *La décroissance Entropie écologie économie* p. 67 Éditions Ellébore – Sang de la Terre 2006
18. « L'humanité devrait progressivement réduire sa population à un niveau qui lui permettrait de pouvoir être nourrie par la seule agriculture biologique. Bien entendu, les nations qui connaissent aujourd'hui une forte croissance démographique auront un effort difficile à fournir pour obtenir le plus rapidement possible des résultats dans cette direction. » Note biographique de Wikipedia sur Nicolas Georgescu-Roegen http://fr.wikipedia.org/wiki/Nicholas_Georgescu-Roegen
19. *La décroissance Entropie écologie économie* op. cit. p. 112
20. *A qui profite le développement durable?* Larousse 2008 p. 134
21. Le rapport Meadows de 1972, sur une commande du Club de Rome au MIT, prévoyait, à force d'exponentielles, cet épuisement à l'horizon de l'an 2000 et il préconisait d'adopter immédiatement la croissance zéro. Les tenants contemporains de la décroissance dénoncent l'état stationnaire et veulent aller bien au-delà.
22. L'écologie tient ces inégalités comme flagrantes et indiscutables. Il n'en n'est rien. Dans les trente dernières années, la « croissance » s'est accélérée en Asie et même en Afrique atteignant des taux moyens de longue période doubles de ceux de la zone développée. On a assisté en fait à un

rattrapage accéléré des pays en développement et à la formation de couches moyennes très conséquentes dans ces pays. Cela ne veut pas dire que certains pays ne sont pas exclus de la dynamique générale. De même en Europe, les inégalités les plus criantes frappent désormais la jeunesse et les exclus et non les catégories employées.

23. Serge Latouche a consacré plusieurs ouvrages et de nombreux articles pour ridiculiser la notion de développement. *Faut-il refuser le développement* 1986, *Survivre au développement* 2004, *Le pari de la décroissance* 2006, *Petit traité de la décroissance sereine* 2007, etc.

24. Avec Dominique de Montvalon Plon 2010

25. *La décroissance Entropie écologie économie* op. cit. p. 147

26. *Ibid* p. 149

27. Voir par exemple *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006, et *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une Nuits, Oct. 2007

28. Les mesures suivantes sont extraites d'un article publié en novembre 2005 dans le Monde Diplomatique : *Écofascisme ou démocratie*

29. Latouche précise dans *Petit traité de la décroissance sereine* que ce moratoire s'étend à l'ITER, au TGV, incinérateurs, etc. et il demande de développer la « chimie verte » et « la médecine environnementale » sans préciser de quoi il s'agit. Voir op. cit. p. 111

30. *Ibid*. p. 118